

AUSTRALIE

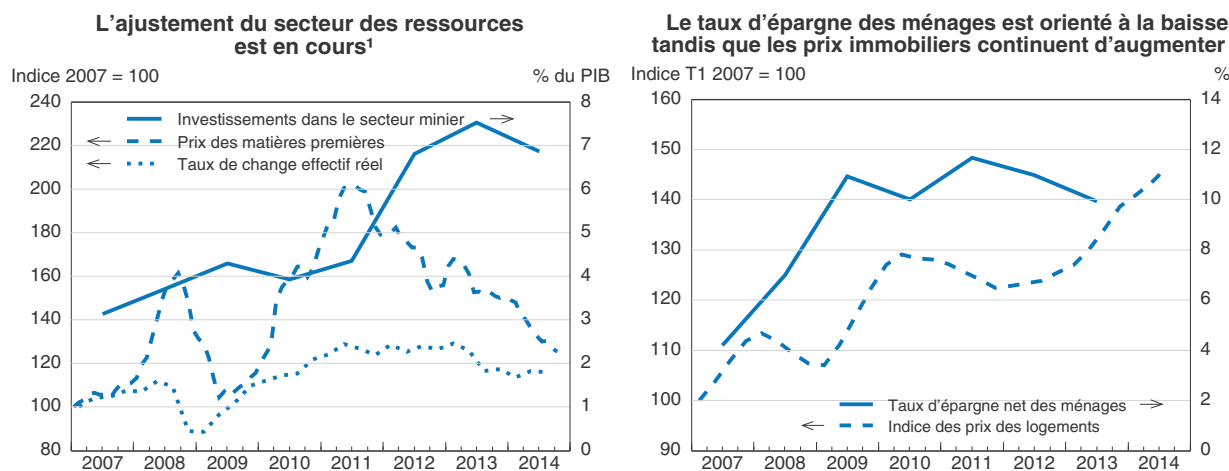
La croissance de la production devrait fléchir pour tomber à 2.5 % en 2015, mais revenir à 3 % en 2016. La baisse de l'investissement productif sera compensée par une accélération de la consommation et des exportations. Une croissance au rythme prévu sera suffisante pour faire diminuer le taux de chômage, même si l'inflation mesurée par les prix à la consommation restera modérée du fait du sous-emploi des capacités productives.

Les autorités budgétaires devraient conserver pour objectif un solde excédentaire au début des années 2020, mais compte tenu des incertitudes économiques, elles devraient éviter de donner une orientation trop restrictive à leur politique dans l'immédiat. En l'absence de surprises défavorables, le démantèlement des mesures de relance monétaire devrait commencer au deuxième trimestre de 2015. Le boum du marché du logement et du crédit hypothécaire exigera un suivi attentif persistant des pouvoirs publics. Les autorités disposent de marges de manœuvre tant sur le plan budgétaire que monétaire pour prendre des mesures de relance en cas de choc négatif inattendu.

Le rééquilibrage de l'économie a été en bon ordre jusqu'à présent

L'Australie est entrée dans une période d'ajustement, le poids du secteur des ressources naturelles, précédemment en pleine expansion, dans l'économie devant diminuer au profit d'autres activités. La modération des prix des produits de base et le recul de l'investissement dans le secteur des ressources naturelles ont entraîné des pertes d'emplois et de production, mais la baisse du taux de change stimule l'emploi et les exportations dans d'autres branches de l'économie. La montée des prix des logements dynamise la construction et la consommation, mais elle constitue également une source de préoccupation au sens où un retournement brutal pourrait amputer la demande intérieure globale.

Australie



1. Les investissements dans le secteur minier se rapportent aux exercices budgétaires. Les prix des matières premières sont indexés en base 100 en janvier 2007. Le taux de change effectif réel est basé sur des pondérations des échanges constantes et il est indexé en base 100 au premier trimestre 2007.

Source : Australian Bureau of Statistics, cat. n° 5204.0 et 5206.0 ; Banque d'Australie ; Base de données des Prix des logements de l'OCDE ; et Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 96.

Australie : **Demande, production et prix**

	2011	2012	2013	2014	2015	2016
	Prix courants, milliards de AUD	Pourcentage de variation, en volume (prix de 2011/2012)				
PIB aux prix du marché	1 452.8	3.6	2.4	3.1	2.5	3.0
Consommation privée	779.7	2.5	2.1	2.5	2.9	3.6
Consommation publique	256.6	2.9	1.2	1.7	2.0	1.9
Formation brute de capital fixe	395.9	8.6	-1.5	-0.5	-0.5	0.6
Demande intérieure finale	1 432.1	4.3	0.9	1.5	1.8	2.5
Variation des stocks ¹	9.0	-0.1	-0.5	0.2	0.2	0.0
Demande intérieure totale	1 441.2	4.1	0.4	1.7	2.1	2.5
Exportations de biens et services	313.1	6.3	6.7	6.5	4.6	6.9
Importations de biens et services	301.4	6.5	-2.1	0.4	2.5	4.4
Exportations nettes ¹	11.7	0.0	1.8	1.2	0.4	0.4
<i>Pour mémoire</i>						
Déflateur du PIB	—	-0.2	1.2	0.0	1.0	2.5
Indice des prix à la consommation	—	1.8	2.4	2.6	2.3	2.6
Déflateur de la consommation privée	—	2.7	2.7	2.5	2.1	2.5
Taux de chômage	—	5.2	5.7	6.1	6.2	5.9
Taux d'épargne nette des ménages ²	—	11.0	9.9	9.6	9.3	8.2
Solde des administrations publiques ³	—	-3.0	-1.3	-3.3	-2.0	-1.5
Dette brute des administrations publiques ⁴	—	31.8	33.0	36.2	38.1	39.3
Balance des opérations courantes ³	—	-4.4	-3.3	-3.6	-4.1	-3.6


1. Contributions aux variations du PIB en volume, montant effectif pour la première colonne.

2. En pourcentage du revenu disponible.

3. En pourcentage du PIB.

4. En pourcentage du PIB, valeur du marché.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 96.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933173126>

Le taux directeur de la RBA devrait rester inchangé

Le taux directeur de la Banque de réserve d'Australie (RBA, *Reserve Bank of Australia*) est stable à 2.5 % depuis août 2013, nettement en deçà de son niveau moyen antérieur. Bien qu'elle contribue à l'ajustement de l'économie, cette politique monétaire expansionniste a intensifié la recherche de rendement des investisseurs. Cela rend nécessaire une surveillance étroite de l'évolution des marchés d'actifs, en particulier de l'expansion du crédit au logement, qui est maintenant alimentée par les investisseurs. Il faudrait envisager de nouvelles mesures prudentielles relatives aux prêts hypothécaires, en tant que moyen ciblé d'apaiser le marché, ce qui permettrait d'écarter les risques pesant sur la stabilité financière.

Un excédent budgétaire est envisagé au début de la décennie 2020

Les nouvelles mesures figurant dans le budget du gouvernement n'accroissent guère l'effort d'assainissement des finances publiques prévu entre 2013-14 et 2014-15, ce qui est opportun compte tenu des incertitudes économiques. L'assainissement budgétaire devrait reprendre de l'ampleur par la suite pour que soit atteint l'objectif du gouvernement consistant en un solde excédentaire au début des années 2020. Le ratio dette/PIB n'est passé que de 20 % environ à 30 % ces dernières années, mais il est important d'inverser cette tendance pour disposer d'une marge

de manœuvre budgétaire substantielle, compte tenu des incertitudes liées au rééquilibrage économique et d'autres risques.

L'activité économique va s'accélérer

Le redressement de la croissance de la consommation privée, soutenu par des effets de patrimoine résultant de la hausse des prix des logements, contribuera largement à l'expansion économique. L'accélération de la construction de logements et des exportations apportera aussi sa pierre à l'édifice. Néanmoins, l'inflation restera modérée du fait de la subsistance de capacités inemployées. Le taux de chômage s'élèvera légèrement avant de commencer à baisser régulièrement au fur et à mesure que l'emploi s'ajustera aux évolutions sectorielles de la demande dues au rééquilibrage de l'économie, et que la croissance se redressera. Abstraction faite de l'incidence comptable d'une dotation exceptionnelle à la Banque centrale, on estime que le déficit public a augmenté d'à peu près 1.5 point de PIB en 2014, et il devrait diminuer d'un demi-point de PIB environ en 2015 comme en 2016.

Le rééquilibrage progressif de l'économie reste entouré de risques substantiels

Les risques externes restent prédominants en raison de la forte baisse récente des prix de certains produits de base, qui illustre la possibilité de fluctuations rapides des recettes tirées des ressources naturelles. Sur le plan interne, la dynamique des prix est incertaine sur le marché immobilier, qui pourrait connaître une correction brutale. Il est difficile de savoir à quel moment et à quel rythme l'investissement non minier va se redresser, et dans quelle mesure les ménages vont continuer à puiser dans leur épargne pour alimenter leur consommation.



Extrait de :
OECD Economic Outlook, Volume 2014 Issue 2

Accéder à cette publication :
https://doi.org/10.1787/eco_outlook-v2014-2-en

Merci de citer ce chapitre comme suit :

OCDE (2014), « Australie », dans *OECD Economic Outlook, Volume 2014 Issue 2*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: https://doi.org/10.1787/eco_outlook-v2014-2-3-fr

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les arguments exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

Ce document et toute carte qu'il peut comprendre sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région.

Vous êtes autorisés à copier, télécharger ou imprimer du contenu OCDE pour votre utilisation personnelle. Vous pouvez inclure des extraits des publications, des bases de données et produits multimédia de l'OCDE dans vos documents, présentations, blogs, sites Internet et matériel d'enseignement, sous réserve de faire mention de la source OCDE et du copyright. Les demandes pour usage public ou commercial ou de traduction devront être adressées à rights@oecd.org. Les demandes d'autorisation de photocopier une partie de ce contenu à des fins publiques ou commerciales peuvent être obtenues auprès du Copyright Clearance Center (CCC) info@copyright.com ou du Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC) contact@cfcopies.com.